



Contre-jour

# États-Unis : civils belliqueux et militaires réticents ?

---

par Pierre Hassner

**d**ans l'appendice de son *Projet de Paix Perpétuelle*, Kant oppose au moraliste politique – qui fait des concessions et admet des

exceptions à la loi morale au nom du réalisme – le politique moraliste, pour qui le politique n'est rien d'autre qu'une application de la morale<sup>1</sup>. Faudrait-il s'inspirer de cette dichotomie paradoxale pour parler du politique militariste et du militaire politicien ? C'est ce que pourrait suggérer, par exemple, un affrontement électoral éventuel entre le président Bush et le général Clark. Mais le problème qui est posé derrière cette inversion éventuelle des rôles est moins celui des personnes – ou même des catégories sociales – que celui des tendances profondes de la société américaine et, au-delà, de l'ensemble des sociétés modernes : celles-ci sont-elles en cours de transformation sous le coup de facteurs externes tels que l'évolution de la technique militaire et l'intensification du terrorisme, et cette transformation est-elle passagère ou durable ?

---

## Variations sur un thème de Tocqueville

Pour engager cette discussion, il n'est pas de meilleur point de départ que Tocqueville. Dans une phrase célèbre, celui-ci écrit que « les peuples démocratiques désirent naturellement la paix et les armées démocratiques, naturellement la guerre »<sup>2</sup>. Si ce contraste lui paraît prédominant, il n'en envisage pas moins, en passant, deux hypothèses de convergence : d'une part, une dérive autoritaire de la société à la suite d'une guerre prolongée : « Il n'y a pas de longue guerre qui, dans un pays démocratique, ne mette en grand hasard la liberté »<sup>3</sup> ; d'autre part – et à l'inverse –, une pénétration des mœurs civiles dans l'armée qui nuirait à son esprit combatif et à son efficacité : « Celui qui a longtemps vécu au milieu de l'atmosphère paisible et tiède des mœurs démocratiques se plie malaisément aux rudes travaux et aux austères devoirs que la guerre impose. S'il n'y perd pas absolument le goût des armes, il y prend du moins des façons de vivre qui l'empêchent de vaincre »<sup>4</sup>.

Ce qu'il n'envisage pas, cependant, c'est l'hypothèse de militaires pacifiques, ou du moins répugnant aux aventures guerrières, et de civils belliqueux.

## Entre la guerre froide et la guerre contre le terrorisme

Chacun des quatre cas de figure évoqués plus haut a connu un commencement de réalisation dans les États-Unis de l'après-guerre froide.

Des membres d'unités d'élite comme les Marines et certains écrivains militaires, comme le colonel Peters, qui expriment l'ethos du combattant solitaire et incompris se sacrifiant pour un peuple égoïste et ingrat, ont émis l'hypothèse d'une guerre perpétuelle à la périphérie, provoquée par la haine et l'envie dont sont entourés les États-Unis, mais que les nouveaux centurions livreraient au loin, préservant ainsi le confort d'une métropole décadente et insouciante<sup>5</sup>. Cette vision, analogue à celle des colonels français après la guerre d'Indochine et pendant celle d'Algérie, n'était certes pas majoritaire chez les militaires américains. On notait toutefois chez ceux-ci un glissement à droite nettement plus prononcé que dans l'ensemble de la population<sup>6</sup>, une réaction de rejet par rapport au relâchement des mœurs, à la contre-culture des années soixante, au *politically correct*, bref à tout ce que pouvait symboliser Bill Clinton.

Ce qui est remarquable, cependant, c'est que cette réaction, contrairement à l'hypothèse de Tocqueville, n'allait pas de pair avec un appétit de combat, mais qu'au contraire l'ethos de la société industrielle ou post-industrielle moderne, caractérisée par un double processus de bureaucratisation et de technicisation, avait profondément pénétré l'*establishment* militaire. L'armée américaine (de manière générale, mais surtout au sens restreint de l'expression, qui renvoie spécifiquement à l'armée de terre – *US Army* –) était devenue une immense machine dont la complexité nuisait gravement à sa flexibilité, donc à son efficacité, et qui se déchargeait de plus en plus de ses tâches sur le secteur privé<sup>7</sup>.

Ce que souhaitaient avant tout les militaires américains, c'était obtenir davantage de considération et davantage de ressources pour le budget militaire et pouvoir se concentrer sur la préparation du scénario canonique : celui qui aurait vu l'occurrence de deux grandes guerres simultanées. Ils se plaignaient d'être mal aimés et défavorisés alors même que, tant en termes de prestige qu'au plan budgétaire, leur place à l'intérieur de la société américaine était beaucoup plus enviable que celle de leurs homologues dans toutes les autres démocraties libérales. Surtout, le souvenir de la guerre du Vietnam demeurait vivace. D'après l'interprétation prédominante en leur sein, on les avait rendus responsables d'une défaite due, au contraire, au fait qu'on ne les avait pas écoutés et qu'on leur avait imposé une stratégie « gradualiste » contrôlée jusque dans les moindres détails par un pouvoir politique soucieux avant tout de ménager son opinion publique. Dès lors, ils étaient

fermement résolu à dégager leur responsabilité en cas d'échec sur le terrain et à mettre la classe politique devant la sienne. Ils ne voulaient intervenir qu'en cas de menace évidente pour la sécurité des États-Unis, et lorsque le rapport des forces en présence leur offrirait une victoire quasi certaine. Ils exigeaient que leur mission fût clairement définie et délimitée, qu'une stratégie de sortie fût prévue à l'avance, et qu'entre les deux on leur laissât les mains libres pour mettre en œuvre la stratégie et la tactique appropriées.

Avant tout, ils entendaient se prémunir contre les risques d'« enlèvement » (*mission creep*), ce terme visant plus précisément l'extension imprévue de leur mission et sa dérive vers des tâches non militaires – politiques, administratives ou humanitaires – culminant dans l'ambition du *nation building*. Entre les deux fonctions classiques du militaire (le combat et le maintien de l'ordre), ils répugnaient à la seconde et en préféraient une troisième, héritée de la guerre froide, celle de la dissuasion et de la course aux armements comme substitut à la guerre. Par un autre biais, ils rejoignaient ainsi les valeurs dominantes d'une société libérale et bourgeoise, comme le refus de la mort (d'où le primat de la « *force protection* » et, dans son expression la plus radicale, la formule de « zéro mort »), le prix attaché à la vie individuelle et la substitution maximale de la technique impersonnelle à l'engagement du combattant.

Le paradoxe tient surtout à ce qu'ils furent de plus en plus fréquemment amenés à défendre ces valeurs civiles contre des civils. Dans les controverses entre le Secrétaire à la Défense Caspar Weinberger et le Secrétaire d'État George Schulz, entre le chef d'état-major des armées Colin Powell et le Secrétaire à la Défense William Cohen, d'une part, la Secrétaire d'État Madeleine Albright, de l'autre, c'est invariablement le Département d'État qui était interventionniste et voulait utiliser la force militaire à des fins diplomatiques et politiques, et le Pentagone qui jouait un rôle de frein ou d'obstacle. On se rappelle en particulier le heurt entre le général Powell, alors chef des *Joint Chiefs of Staff*, et Madeleine Albright qui lui demandait à quoi servaient les forces armées si on ne pouvait les utiliser à des fins politiques. La guerre du Kosovo a été menée pour l'essentiel par Albright et le général Clark, l'un et l'autre habités par une passion politique et par l'expérience des conflits européens, contre l'opposition ou le sabotage du Pentagone.

Plus encore que la classe politique – et en particulier les démocrates, soupçonnés de vouloir les entraîner dans des aventures inconsidérées pour, ensuite, leur refuser les moyens de la victoire –, l'objet privilégié de la méfiance et des sarcasmes des militaires est le groupe des intellectuels de gauche et des « internationalistes libéraux », anciens adversaires ou déserteurs de la guerre du Vietnam mais partisans d'interventions humanitaires pour les droits de l'homme et qui, selon eux, ne seraient favorables à une intervention militaire que si celle-ci est dénuée de tout rapport avec l'intérêt national des États-Unis.

Cependant, après la débâcle de l'intervention en Somalie et l'arrivée au Congrès de nouveaux Républicains « purs et durs » en 1994, on a pu assister à l'émergence de protestations convergentes, à bien des égards, avec celles des militaires : stratèges qui se plaignaient que la défense et l'intérêt national, au sens étroit, fussent négligés au profit de causes planétaires ou humanitaires, intellectuels nostalgiques de l'ère Reagan et désireux d'une affirmation plus nette de la suprématie américaine rassemblés autour du « Project for a new American Century », fondamentalistes protestants puissamment organisés, enfin et surtout catégories sociales de plus en plus présentes sur la scène politique, dont l'ascension faisait l'objet de nombreux commentaires à la fin des années quatre-vingt-dix, porteuses d'une mentalité appelée tantôt « jacksonienne »<sup>8</sup> tantôt « sudiste » ou « texane »<sup>9</sup>, favorables à la chasse, à l'autodéfense, à la libre acquisition des armes à feu individuelles, à la peine de mort, peu soucieuses de l'environnement international mais peu soucieuses aussi de ménager l'ennemi qui viendrait leur chercher noise. Tous ces éléments que nous avons analysés plus longuement ailleurs<sup>10</sup> allaient être rassemblés, redistribués et réinterprétés à la suite de la double révolution politique et militaire inaugurée par l'élection de George Bush, l'attentat du 11 septembre 2001 et la triple guerre contre le terrorisme, contre les Taliban et contre Saddam Hussein. Cette révolution allait donner aux militaires un nouveau rôle et soulever de nouveaux problèmes quant à leur place dans la société américaine.

---

## Deux révolutions et trois guerres

Le problème central naît de deux convergences qui ont, comme nous le verrons, leur logique mais qui n'étaient nullement écrites à l'avance. D'une part, le virage politique à droite représenté par l'élection de George W. Bush, la révolution militaire préconisée par les stratèges civils du Pentagone et la révolution idéologique représentée par l'idée de la nouvelle mission mondiale de la puissance américaine n'allaient pas forcément de pair mais ont abouti à une synthèse provisoire qui n'est guère du goût des militaires et qui annonce, d'ailleurs, à terme, de nouveaux clivages à l'intérieur du gouvernement Bush et des élites dirigeantes américaines. D'autre part, l'idée de la lutte contre le terrorisme d'Al Qaida, celle de la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et celle de la lutte contre les États brigands se sont trouvées confondues dans l'idée générale de la guerre contre le terrorisme et contre ses alliés réels ou virtuels, étatiques ou non étatiques ; du coup, les militaires se trouvent impliqués dans une guerre contre deux États et dans la gestion subséquente de deux pays – l'Afghanistan et l'Irak. Surtout, ils sont investis d'une mission à durée indéterminée qui ne leur convient guère et qui renoue avec les ambiguïtés et les dilemmes de la guerre du Vietnam, auxquels ils voulaient à tout prix échapper.

## Le cauchemar récurrent des stratèges civils

L'élection de novembre 2000 semblait combler les vœux des militaires qui avaient voté Bush dans leur grande majorité – contrairement au reste des Américains. Lors de la campagne, le candidat républicain avait mis l'accent sur la nécessité d'améliorer leur situation, promis d'augmenter le budget de la défense, déclaré que leur vocation était de « livrer et de gagner des guerres » plutôt que de se consacrer au *nation building*, notion que ses collaborateurs avaient brocardée comme indigne d'une superpuissance et de son armée. Les *Joint Chiefs* avaient, dès lors, présenté des revendications budgétaires qu'ils s'attendaient à voir satisfaites sans autre forme de procès. Quelle ne fut pas leur déconvenue lorsque la décision du président Bush fut suspendue à la réalisation préalable d'une étude confiée à un civil, Andrew Marshall, ami et collaborateur d'Albert Wohlstetter – le pape des stratèges civils depuis les années cinquante – et expert chargé du *net assessment* (évaluation globale de l'équilibre mondial et de la puissance des États-Unis) depuis plusieurs décennies, qui était sur le point de prendre sa retraite ! Pour les militaires, c'était comme si la Rand Corporation et les *whiz-kids* de McNamara, qui leur avaient donné tant de fil à retordre en arguant de l'« analyse des systèmes » et de la « rationalisation des choix budgétaires », revenaient sur le devant de la scène quelque quarante ans plus tard.

De fait, Rumsfeld et ses adjoints ou associés, tels Paul Wolfowitz et Richard Perle, n'avaient pas moins d'énergie réformatrice et d'assurance intellectuelle que leurs aînés de l'époque Kennedy. Et leur volonté de réforme ne s'appliquait pas seulement à la bureaucratisation et au gaspillage du Pentagone, mais portait sur la structure même des forces armées américaines et de leur stratégie d'ensemble : il s'agissait, au nom de la flexibilité et de la liberté d'action, de privilégier d'une part la dimension aérospatiale et tout ce qui touchait à la « révolution dans les affaires militaires » et aux nouvelles technologies – c'est-à-dire à l'information, au contrôle et à la précision –, d'autre part les unités d'élite spécialisées dans la mobilité et la réaction rapide, en sacrifiant en premier lieu les bases fixes et les gros bataillons de l'armée de terre. Celle-ci ne manqua pas de réagir et d'alerter ses nombreux amis et relais au Congrès, qui se mobilisèrent en conséquence. Du coup, à la veille du 11 septembre 2001, la démission de Rumsfeld était considérée comme probable.

L'attentat contre les deux tours transforma la situation du jour au lendemain. À partir du moment où l'Amérique se considérait en guerre et où son président déclarait : « Nous avons trouvé notre mission » – celle de la guerre contre le terrorisme et tous ses alliés, étatiques ou non –, les arbitrages budgétaires perdaient leur signification. Le budget militaire jouissait en effet d'une telle priorité qu'il permettait de financer les innovations chères aux réformateurs sans réellement remettre en cause les situations acquises. Mais le conflit allait être relancé sur un autre plan.

En effet, les stratèges civils du Pentagone et du National Security Council

avaient un agenda politique et stratégique qui avait rencontré l'adhésion de leurs patrons, Donald Rumsfeld et Richard Cheney, et, pour une grande part, l'assentiment du Président. Il consistait avant tout à finir le travail inachevé de la première guerre du Golfe en occupant Bagdad et en renversant Saddam Hussein ; sur le plan régional, il s'agissait de réaffirmer la puissance et la détermination des États-Unis et d'Israël et de prendre ses distances par rapport à l'Arabie Saoudite ; plus généralement, l'objectif était de « mettre fin », selon l'expression de Paul Wolfowitz, aux États qui soutenaient le terrorisme ; et plus généralement encore, il s'agissait d'affirmer la suprématie américaine dans le monde et de décourager, à nouveau selon l'expression de Wolfowitz en 1992, tout *peer competitor*, c'est-à-dire tout concurrent éventuel.

Certains aspects de ce programme pouvaient convenir aux militaires puisqu'ils se trouvaient détenteurs de la seule forme de puissance reconnue par les nouveaux idéologues et par les détenteurs du pouvoir politique. Mais son ambition et son aventurisme devaient aussi les effrayer. Ainsi le général Powell, devenu Secrétaire d'État, ripostait-il vertement à Paul Wolfowitz, de même qu'à un autre stratège civil triomphaliste, Kenneth Adelman, qui semblaient voir dans l'invasion de l'Irak une partie de plaisir : mieux valait, disait-il, laisser les militaires responsables apprécier les chances de l'opération et les conditions de son succès.

Ainsi s'affirmait une opposition entre, d'un côté, une alliance inédite entre les militaires du Pentagone, leur ancien chef devenu Secrétaire d'État, le Département d'État traditionnel et la CIA, tous partisans de la prudence et de l'attention portée aux alliés et aux réalités locales, et, de l'autre, les civils du Pentagone. Ceux-ci étaient forts de leur intelligence analytique, de leur conviction idéologique, mais surtout de l'appui de Rumsfeld, dont la confiance en soi et la brutalité faisaient merveille auprès de l'opinion publique, de Cheney, dont l'influence silencieuse était souvent décisive, et, surtout, le plus souvent, du président Bush, dont le culte des décisions nettes, le mépris des complications et des nuances, et les convictions manichéennes s'accommodaient mieux du programme des politiques militaristes que des objections des militaires politiques.

Du reste, il était l'objet d'une campagne intense à cet effet, soutenant que c'est en tant que chef de guerre qu'il pouvait entrer dans l'histoire et lui conseillant la lecture du livre d'Eliot Cohen, *Supreme Command*, qui s'efforce de montrer que les grands hommes d'État comme Lincoln, Clemenceau, Churchill ou Ben Gourion ont été de grands chefs de guerre parce qu'ils ont su agir en restant sourds aux conseils de prudence de leurs généraux<sup>11</sup>. Or, que son action ait ou non été influencée par cette campagne, Bush a bel et bien adopté de plus en plus clairement la posture publique du commandant en chef. Surtout, il n'a pas écouté le général Scowcroft, conseiller de sécurité de son père, ni le général Zinni, ancien commandant en chef du secteur centre comprenant le Moyen-Orient, qui déconseillaient

l'invasion. Plus important encore, il a laissé Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz rabrouer le général Shinseki, chef d'état-major de l'armée de terre pour lesquels, si les États-Unis pouvaient gagner la guerre en Irak avec des forces réduites en nombre, il leur faudrait ensuite plusieurs centaines de milliers d'hommes pour stabiliser le pays, et qui en concluait qu'il ne fallait s'engager dans l'opération que si l'on s'assurait au préalable du soutien de forces alliées supplémentaires après la phase de combat<sup>12</sup>.

En Irak comme en Afghanistan, les opérations militaires aboutissant au renversement des régimes ennemis furent un brillant succès, obtenu dans un cas par la combinaison des bombardements aériens et de la collaboration des forces spéciales américaines et britanniques avec leurs alliés locaux, dans l'autre par une combinaison inédite de mobilité, de puissance de feu et de précision et par un modèle d'opérations aériennes et terrestres simultanées. Les effectifs engagés, supérieurs aux souhaits des stratèges civils, étaient inférieurs de moitié, ou presque, à ce que le général Shinseki avait estimé nécessaire. Mais la suite devait lui donner largement raison. Devant le désordre de la société, la paralysie des services d'utilité publique (énergie, transports, santé, etc.) et surtout le nombre et la gravité croissants des attentats, les États-Unis allaient se trouver contraints d'engager, par rotation, toute l'armée de terre (avec pour conséquence de laisser dégarnis les autres fronts virtuels ou réels comme l'Afghanistan), de mobiliser des réserves de la Garde nationale et de chercher des appuis en hommes et en argent auprès d'alliés dont, il n'y a pas si longtemps, ils avaient dédaigneusement déclaré ne pas avoir besoin.

Il est vrai que le nombre de soldats n'est pas tout. Leur degré de préparation et d'adhésion à leurs nouvelles tâches n'est pas moins important. Comme les stratèges civils (sauf ceux, comme certains des néo-conservateurs tels William Kristol et Robert Kagan, qui souhaitent que les États-Unis assument jusqu'au bout leur mission impériale), les militaires ont peu de goût pour les tâches de *nation building* et de maintien de la paix. Dana Priest, dans son reportage détaillé sur le rôle des forces armées américaines, note ainsi que si ces dernières ont pu servir à la fois d'instrument privilégié et de substitut de la politique étrangère, elles ont su le plus souvent vaincre leurs ennemis mais rarement s'impliquer dans la restructuration des sociétés et la construction de la paix<sup>13</sup>.

Outre les considérations électorales conduisant naturellement à rechercher une victoire au moindre coût humain et financier – à l'instar de celles qui pouvaient animer le président Johnson dans le cas du Vietnam –, c'est là la raison pour laquelle les responsables américains recherchent aujourd'hui un soutien en argent et en hommes d'où qu'il vienne, y compris chez ceux qui s'étaient opposés à eux lors des votes de l'ONU. Plus généralement, tout se passe comme s'ils cherchaient désespérément à éviter une augmentation des troupes : politique d'« irakisation »

accélérée, guerre anti-subversive proposée par deux partisans d'un « nouveau siècle américain » dans le cadre de laquelle les Américains raviraient l'initiative aux rebelles et pacifieraient successivement une région après l'autre<sup>14</sup>, voire, comme dans la note de Rumsfeld à ses collaborateurs, datée du 20 octobre 2003, actions audacieuses et peu orthodoxes de la CIA ou création d'un nouvel organisme, à l'intérieur ou à l'extérieur du Pentagone, pour lutter contre le terrorisme.

Tout cela ressemble à s'y méprendre aux méthodes employées au Vietnam : vietnamisation, hameaux stratégiques, opération « Phénix » conçue par W.W. Rostow et consistant en assassinats de cadres vietnamiens, recours à des méthodes de cape et d'épée, plutôt qu'à des stratégies militaires classiques. Certes, les différences entre les deux situations sont au moins aussi importantes que les ressemblances, et la conclusion n'est pas écrite d'avance. Mais on peut comprendre que certains militaires se sentent écartés ou désavoués et que d'autres craignent qu'on ne leur attribue la responsabilité de l'échec d'une aventure dans laquelle ils ont été entraînés à contrecœur.

---

### Guerre sans fin contre un ennemi sans visage

Ce sentiment est encore accru par le fait que les guerres d'Afghanistan et d'Irak ne sont pas des opérations complètes en elles-mêmes, ayant un commencement et une fin, un ennemi et un objectif bien définis. Elles se rattachent à la notion globale de guerre contre la terreur. Mais d'innombrables commentaires ont souligné, dans ce contexte, l'ambiguïté des deux concepts de guerre et de terreur et celle de leur rapport. Entre la lutte contre Al Qaida et contre le Mal, entre la poursuite et le châtiement des assassins du 11 septembre et de leurs inspireurs et l'éradication de l'ensemble multiforme des menaces d'un monde hostile ou incompréhensible, il y a un abîme que l'invocation incantatoire de la guerre contre la terreur ne suffit pas à combler. S'agit-il de guerre, affaire de militaires, ou de chasse aux criminels, affaire de police ? Bien sûr, c'est le propre de tout combattant irrégulier, qu'il soit partisan ou terroriste, que de brouiller ces distinctions. Mais c'est le propre de tout militaire que de s'appuyer sur elles et, plus généralement, sur des ordres précis dans le cadre d'une hiérarchie reconnue. Un monde où la menace prend des formes multiples et imprévisibles et où la réaction immédiate est affaire de vie ou de mort ne peut que le troubler et l'amener, dans le doute, à la violence préventive. Si, d'autre part, celle-ci est transposée de la lutte anti-terroriste aux rapports entre États, l'idée même de paix finit par disparaître de l'horizon.

Avant le 11 septembre, l'absence de distinction nette entre la guerre et la paix pouvait mener à la « civilianisation » ou à l'embourgeoisement des militaires. Après le 11 septembre, elle semblerait plutôt conduire à la militarisation des civils.

## Scénarios pour l'avenir

Certains Américains de gauche voient dans cette tendance la réalisation d'un vieux rêve du parti républicain. Celui-ci aurait toujours été le parti de l'intransigeance, se drapant dans le patriotisme pour refuser nuances et compromis. La lutte contre le terrorisme serait pour lui l'occasion idéale de s'identifier à la nation et de flétrir toute opposition comme trahison. Les tribunaux militaires jugeant les immigrés suspects après les avoir détenus en les privant de toute garantie juridique, les contrôles imposés aux citoyens au nom de la sécurité ne seraient que les manifestations d'une mise au pas dont le citoyen américain ne serait plus conscient ou qu'il accepterait désormais sans broncher. Le jour, inévitable, où la limitation des hommes et des ressources mettrait en échec l'aventure impériale, l'Amérique serait prête pour ce que redoutait Tocqueville : un coup d'État militaire<sup>15</sup>, ce qui, pourrait-on ajouter, est la tentation des pays vaincus.

On peut trouver ce scénario quelque peu unilatéral. Il est certain que l'intolérance patriotique, encouragée par le gouvernement Bush, fait des ravages à droite, mais la violence de la critique qui vise les *chicken hawks*, c'est-à-dire les intellectuels belliqueux accusés de s'être tous arrangés, en leur temps, pour éviter de servir au Vietnam<sup>16</sup>, n'est pas en reste. L'opinion américaine est, certes, bombardée de littérature l'incitant à retrouver les vertus barbares ou guerrières<sup>17</sup>, mais ses réactions face aux revers et aux pertes subis par les États-Unis en Irak semblent aller en sens inverse. Fin octobre 2003, 51 % des Américains interrogés – contre 47 % – désapprouvaient la manière dont le président Bush gérait le dossier irakien, 62 % – contre 35 % – trouvaient le volume des pertes américaines en Irak inacceptable, 64 % – contre 34 % – s'opposaient à ce que le Congrès accorde au président Bush les 87 milliards de dollars par lui demandés pour financer sa politique irakienne<sup>18</sup>. On touche ainsi à un double problème fondamental, qui concerne moins les militaires pacifiques ou les intellectuels belliqueux que les deux acteurs qui comptent le plus, en dernière analyse : le président Bush et le peuple américain.

Selon une opinion courante, l'ère du triomphalisme conquérant est terminée. Paul Wolfowitz et Donald Rumsfeld ont eu leur heure de gloire, mais 2004 sera l'année de Karl Rove, le stratège électoral de George Bush. Le rêve d'un Irak pacifique, démocratique et pro-américain, et d'un retour rapide des « boys » libérateurs et victorieux ayant disparu, il ne resterait plus au gouvernement américain qu'à limiter les dégâts en renouant avec un certain multilatéralisme, en essayant d'organiser une retraite en bon ordre et en comptant, pour les élections, sur la reprise économique plutôt que sur ses exploits militaires.

Pour les autres, Bush est avant tout un croyant, animé par sa foi idéologique et manichéenne, et il ne peut que s'enfoncer davantage en entraînant les États-Unis avec lui dans la catastrophe<sup>19</sup> (ou alors, selon certains, dans la victoire qu'il arra-

cherait, à force d'y croire, seul contre tous).

L'arbitre sera, bien sûr, le peuple américain, dans la mesure où ses tendances profondes pourront se faire jour malgré le feu roulant des campagnes médiatiques. La culture traditionaliste ou martiale du Sud et de l'Ouest, celle des électeurs de Bush et d'une fraction plus large du public américain, convertie par le choc du 11 septembre, s'installera-t-elle durablement, ou le « syndrome du 11 septembre » s'effacera-t-il devant les échecs et les coûts de l'aventure militaire, en faveur d'un retour au « syndrome post-vietnamien » et, surtout, aux tendances pacifiques, relevées par Tocqueville, des sociétés démocratiques et libérales ? Ou bien un nouvel attentat comparable à celui des deux tours provoquera-t-il une nouvelle mobilisation ?

Il se pourrait que la société américaine comme, à leur manière, les autres sociétés occidentales, soit condamnée à une alternance entre la tendance moderne, prédominante, à l'individualisme possessif et pacifique et les réactions violentes aux chocs venus de l'extérieur. À moins que, tel Eisenhower présidant à la sortie du maccarthysme et de la guerre de Corée, et refusant l'aventure à Suez et en Indochine, un militaire (le général Clark ou un autre) ne vienne à la fois rassurer l'Amérique sur sa sécurité et la réconcilier en même temps avec le souci de la liberté et avec la paix. ■

**Pierre Hassner**, auteur avec Justin Vaïsse de *Washington et le monde*, Paris, Autrement, 2003, est chercheur émérite au CERI (Sciences Po). E-mail : [hassner@ceri-sciences-po.org](mailto:hassner@ceri-sciences-po.org)

---

1. Kant (Emmanuel), *Vers la Paix Perpétuelle*, tr. fr., Paris, PUF, 1958, appendice I : « Sur le désaccord de la politique et de la morale ».

2. *De la démocratie en Amérique II*, 3<sup>e</sup> partie, chap. 22, Paris, Bouquins, p. 609.

3. *Ibid.*, p. 613.

4. *Ibid.*, chap. 24, pp. 618-619.

5. Singer (Peter), « The Enron Pentagon », *The Boston Globe*, 19 octobre 2003.

6. Voir Peters (Ralph), « Constant Conflict », *Parameters*, 1997, pp. 4-14 et les propos du même auteur rapportés par John Hillen dans « Must military culture reform ? », *Orbis*, hiver 1999, p. 53.

7. Voir Holsti (Ole), « A widening gap between the US military and civilian society ? Some evidence, 1976-1996 », *International Security*, hiver 1998-1999, pp. 5-42.

8. Voir Mead (Walter Russell), *Special Providence. American Foreign Policy and how it Changed the World*, New York, Knopf, 2001.

9. Voir Lind (Michael), *Made in Texas: George W. Bush and the Southern Takeover of American Politics*, New York, Basic Books, 2002.

10. Voir Hassner (Pierre), « États-Unis : l'empire de la force ou la force de l'empire ? », *Cahiers de Chaillot*, n° 54, sept. 2002, pp. 28-33, repris dans *La Terreur et l'Empire*, Paris, Le Seuil, 2003, pp. 183-189.

- 
11. Cohen (Eliot), *Supreme Command: Soldiers, Statesmen, and Leadership in Wartime*, New York, Free Press, 2002.
  12. Voir Daalder (Ivo) et Lindsay (James), « Unilateralism disgraced. The price we all have to pay for Bush's botched task », *The American Prospect*, octobre 2003, pp. 17-18.
  13. Priest (Dana), *The Mission: Waging War and Keeping the Peace with America's Military*, New York, Norton, 2003.
  14. Donnelly (Tom) et Schmitt (Gary), « The Right fight now. Counter insurgency, not caution, is the answer in Irak », *The Washington Post*, 26 octobre 2003.
  15. Baker (Kevin), « We're in the army now. The G.O.P's plan to militarize our culture », *Harper's*, octobre 2003, pp. 35-48.
  16. Voir par exemple Poe (Robert), « The Bush chicken hawks », *The Washington Monthly*, octobre 2003.
  17. Voir par exemple les œuvres de Ralph Peters, déjà cité, et Robert Kaplan, *Warrior Politics. Why Leadership Demands a Pagan Ethos*, New York, Random House, 2002 ; Max Boot, *The Savage Wars of Peace*, New York, Basic Books, 2002 ; Victor Davis Hanson (interlocuteur régulier, paraît-il, du président Bush), *Carnage and Culture*, New York, Doubleday, 2001.
  18. *Washington Post - ABC News Poll*, 2 novembre 2003.
  19. Voir Daalder (Ivo) et Lindsay (James), « Bush's flawed revolution », *The American Prospect*, 1<sup>er</sup> novembre 2003.